

Communiqué de presse

Rapport d'audit du Contrôle fédéral des finances (CDF) concernant le groupe de travail interdépartemental pour la lutte contre la corruption

Lacunes de l'organe fédéral anticorruption confirmées par le CDF : des réformes et des mesures poussées s'imposent

Berne, le 5 juillet 2018 – Dans un rapport publié aujourd'hui, le Contrôle fédéral des finances aboutit à la conclusion que le groupe de travail interdépartemental pour la lutte contre la corruption présente de graves carences et nécessite d'être réformé en profondeur. Transparency International Suisse partage ce constat alarmant et exhorte le Conseil fédéral et le Parlement à enfin mettre sur pied un organe spécialisé efficace et indépendant en vue d'améliorer la lutte contre la corruption dans le pays.

Après avoir procédé à un examen approfondi de la dizaine d'années d'activité du groupe de travail interdépartemental pour la lutte contre la corruption (GTID Lutte contre la corruption), le Contrôle fédéral des finances (CDF) dresse un bilan aussi négatif que préoccupant. Et pour cause, l'efficacité et les résultats du GTID sont insatisfaisants : l'organe ne dispose pas, notamment, des ressources, des compétences, de l'autorité et de l'indépendance requises pour exercer son mandat comme il se doit et renforcer activement la lutte contre la corruption à l'échelle fédérale. Par conséquent, le CDF appelle à réformer ce groupe de travail en profondeur en le dotant d'un mandat solide, d'une stratégie claire ainsi que d'une autonomie et d'une indépendance accrues à l'égard de l'administration.

L'organe anticorruption doit s'affranchir

Les constatations accablantes du CDF viennent confirmer l'une des analyses livrées par Transparency International Suisse concernant les activités actuelles du GTID. Aux yeux d'Eric Martin, président de Transparency International Suisse, c'est une évidence : «Pour être réellement efficace, le service fédéral anticorruption doit être doté par les responsables politiques d'un mandat étendu et des ressources nécessaires à cet effet, ce que le Conseil fédéral a malheureusement négligé de faire jusqu'ici. Il importe avant tout que cet organe dispose des compétences adéquates et d'une indépendance vis-à-vis de l'administration et du Conseil fédéral afin qu'il puisse établir clairement les failles en matière de lutte contre la corruption et proposer des mesures d'amélioration efficaces.»

Transparency International Suisse a récemment soumis un ensemble de mesures détaillé à la Délégation des finances du Parlement en vue de souligner les graves lacunes dont souffre l'organe anticorruption de l'administration fédérale. Peu avant, le Conseil fédéral avait prolongé de dix ans le mandat du GTID sans y apporter de modifications substantielles, et ce en ayant déjà connaissance de l'évaluation négative rendue par le CDF. La publication des critiques formulées par le CDF rend cette décision d'autant moins compréhensible aujourd'hui.

L'analyse effectuée par Transparency International Suisse ainsi que les mesures d'amélioration proposées («Lettre ouverte» à l'attention de la Délégation des finances, en français et en allemand) peut être consultée sur le site www.transparency.ch.

Contact médias:

Alex Biscaro, directeur adjoint
Transparency International Suisse
Tél.: +41 (0)31 382 35 50
Courriel: alex.biscaro@transparency.ch

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch.